

LES SYNDICATS AUTONOMES ET LE FCE RÉAGISSENT

La tripartite, un «non-événement»

Présents en force sur le terrain, les syndicats autonomes et le Forum des chefs d'entreprise, en sa qualité d'organisation patronale incontournable, n'ont pas participé aux travaux de la 13^e tripartite qui s'est déroulée la semaine dernière. Seul point commun entre toutes ces parties : le qualificatif de «non-événement» qu'elles attribuent à cette rencontre. Pour ce qui est du relèvement du SNMG, les syndicats estiment que la hausse reste en deçà des attentes tandis que le FCE s'accommode de cette légère augmentation.

Propos recueillis par Irane Belkhedim et Tarek Hafid

SALEM SADALI, DU SYNDICAT AUTONOME DES TRAVAILLEURS DE L'ÉDUCATION ET DE LA FORMATION (SATEF) :
«Les travailleurs perdent leurs acquis»

«C'est un non-événement, une augmentation de salaire de 3 000 DA est dérisoire. Cela n'aura aucune incidence sur la vie des Algériens. Le ministère du Travail élabore actuellement un nouveau code du travail, en catimini, sans impliquer toutes les parties concernées.

Il faut mobiliser les fonctionnaires car nous allons perdre de grands acquis. La reconduction du pacte économique et social pour les quatre prochaines années n'est pas annonciatrice de changements positifs. Si le premier pacte a produit des émeutiers et des immigrés clandestins, que va engendrer le prochain ?

Au Satef, nous préférons parler de pacte antisocial car il n'y a absolument rien pour les travailleurs ! L'UGTA cède devant ses intérêts.»

MEZIANE MERIANE, COORDINATEUR NATIONAL DU SYNDICAT NATIONAL AUTONOME DES PROFESSIONNELS DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE :
«Un SNMG à 40 000 DA n'est pas exagéré»



«Ces résolutions ne nous étonnent pas. C'était prévisible puisque les deux articles de la loi 87 n'ont pas été amendés. Quel que soit le relèvement du Salaire national minimum garanti, il ne profitera pas à nos travailleurs. Quels sont les paramètres qui ont été pris pour fixer un SNMG à 15 000 DA ? Et

l'inflation galopante et incontrôlée ? Et la baisse du pouvoir d'achat ? Quelle gymnastique doivent faire les travailleurs pour faire face aux besoins de la vie quotidienne ?

Exiger un SNMG à 40 000 DA n'est guère exagéré puisque cette base prend en considération les paramètres socio-économiques actuels.

En plus, les études menées par le partenaire social fixent le SNMG autour de 35 000 DA, une moyenne qui pourra répondre aux besoins d'une famille composée de cinq personnes. En approuvant une hausse salariale de 3 000 DA, l'Union générale des travailleurs algériens n'a fait qu'entériner une décision prise en haut.»

IDDIR ACHOUR, PORTE-PAROLE DU CONSEIL DES LYCÉES D'ALGÉRIE (CLA) :
«Mabrouk pour les cadres de l'État»

«C'est une monopartite qui s'est réunie dans le cadre de l'État pour défendre les intérêts du pouvoir et du patronat, et ce, au détriment des travailleurs. Aucune décision prise n'est positive. Seuls les cadres de l'État profiteront d'une hausse salariale significative pouvant aller jusqu'à 50 000 DA. Nous leur disons Mabrouk ! Nos félicitations ! L'existence des articles



Photo : Samir Sid

de loi 87 bloque toute augmentation. En outre, un SNMG à 15 000 DA signifie que le point indiciaire fixé à 45 DA sera relevé à 75 DA, mais pour avoir un SNMG qui répond aux besoins des travailleurs algériens, le point indiciaire doit être à 200 DA.

Les études effectuées par l'UGTA dans ce sens fixent le SNMG entre 38 000 et 44 000 DA, et cela n'a pas été pris en considération !

Ainsi, cette augmentation ne repose sur aucun critère économique et scientifique. Aujourd'hui, le Fonds monétaire international et la Banque mondiale sollicitent l'Algérie car nos réserves sont importantes. C'est bien. Mais ce surplus monétaire doit revenir aux Algériens.»

RÉDHA HAMIANI, PRÉSIDENT DU FORUM DES CHEFS D'ENTREPRISE :
«Le relèvement du SNMG est une procédure de rattrapage»

L'incidence du relèvement du SNMG ne devrait pas être très importante. Dans le secteur économique privé, les travailleurs dont le salaire est de 12 000 DA ne sont pas très nombreux.



En fait, cette mesure de relèvement du Salaire national minimum garanti peut être considérée comme une procédure de rattrapage.

Nous ne sommes pas réellement dans une situation où nous devons alimenter une masse salariale accrue avec comme menace un risque inflationniste.

Cette décision est intervenue conformément aux orientations du président de la République en faveur de

certaines couches sociales. C'est une très bonne chose. Mais il est certain que les patrons devront faire des efforts en matière de productivité pour faire face à la situation. Il est temps de se retrousser les manches et de travailler. Nous devons faire en sorte de relancer la compétitivité.»

NOUAR LARBI, COORDINATEUR DU CONSEIL NATIONAL AUTONOME DES PROFESSIONNELS DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE ET TECHNIQUE :

«Des hausses médiatiques»

«Les travailleurs de l'éducation ne bénéficieront pas de ces augmentations salariales. Ils seront seulement quelques milliers de travailleurs à y avoir droit. Ce qui a été annoncé est plus médiatique qu'autre chose.

La tripartite a touché aux retraites, et là, l'on remet en cause un acquis ! Si l'on doit revoir cela car les départs volontaires coûtent cher au gouvernement, toucher aux retraites reste une solution très simple.

L'État doit assumer son rôle de contrôleur car aujourd'hui, beaucoup de travailleurs ne sont pas affiliés aux caisses d'assurances sociales, donc, ils ne participent pas aux cotisations. L'État doit veiller à ce que tous les travailleurs puissent jouir de leurs droits.»

GHERAÏEB BELAËMOURI, PORTE-PAROLE DU SYNDICAT NATIONAL AUTONOME DU PERSONNEL DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE :

«La représentativité des syndicats est inégale»

«Nous estimons que la représentativité des syndicats au sein de la tripartite est inégale. L'UGTA est seule face au gouvernement et à des organisations patronales. C'est totalement illogique.

On veut faire croire que le relèvement du Salaire national minimum garanti profitera à l'ensemble des travailleurs.

C'est totalement faux puisque seuls les travailleurs ayant des bas salaires et les cadres dont la rétribution est calculée sur la base du SNMG pourront en bénéficier.»